

OTC



Première visite du ministre indien des Affaires étrangères en Arménie

Le ministre des Affaires étrangères de l'Inde, Subrahmanyam Jaishankar, effectuera une visite en Arménie les 12 et 13 octobre, selon l'information diffusée par le ministère des Affaires étrangères de l'Inde.

Il s'agira de la première visite du ministre indien des Affaires étrangères en République d'Arménie.

Les progrès des relations bilatérales et les développements régionaux seront discutés au cours de la visite.

En Arménie, Subrahmanyam Jaishankar aura des entretiens avec le Premier ministre Nikol Pashinyan, le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan et le Président de l'Assemblée nationale Alen Simonyan.

2. Les Nouvelles d'Arménie

12 octobre 2021

[Pendant la guerre, les Azéris ont envahi la zone frontalière en Arménie près \(...\) -](#)

Pendant la guerre, les Azéris ont envahi la zone frontalière en Arménie près du village de Dzav près de Kapan affirme le Défenseur des droits humains



L'enquête menée par l'équipe d'Arman Tatoyan le représentant des droits humains en Arménie confirme que l'enquête en cours qu'il mena a révélé que pendant la guerre de 44 jours en Artsakh, les Azéris ont également envahi la zone frontalière en Arménie, notamment près du village de Dzav non loin de Kapan dans la région sud de Syunik. Ainsi le territoire souverain de l'Arménie avait été violé...sans intervention de l'armée russe pourtant censée protéger l'Arménie en cas d'agression !

Selon Arman Tatoyan cette invasion de l'Arménie a créé un réel danger auprès de la population civile de ces villages de Dzav mais également des villages de Nerkin Hand toujours près de Kapan.

Arman Tatoyan écrit « Avec ce rapport, je publie également les incursions des forces armées azéries sur la carte Google en jaune, avec une description d'au moins cinq endroits spécifiques. D'après la mesure Google Map, les intrusions sont localisées dans les profondeurs du territoire souverain de la République d'Arménie, proche du village de Dzav, à une distance de 150 m, 190 m, 960 m, 1140 m et 1210 m en ligne droite de la frontière prévue par celui-ci.

Ces incursions azéries sont, en particulier, dans les zones où il y a des prairies et des pâturages. À la suite de l'invasion, les civils ont été privés de la possibilité d'utiliser ces terres et de gagner un revenu familial.

De cette façon, les forces armées azéries violent ouvertement les droits vitaux des habitants de la région de la ville de Kapan, en particulier des villages de Dzav et Nerkin Hand, notamment en matière de vivre en sécurité, de posséder des biens,

de gagner un revenu familial, etc. Leur présence est une menace réelle pour la vie paisible des gens. »

Le défenseur des droits humains en Arménie poursuit « *Les droits des habitants frontaliers de la République d'Arménie seont continuellement violés* ». Et Arman Tatoyan de pointer du doigt dans son rapport la « *politique fasciste de haine et d'inimité de l'Azerbaïdjan qui se poursuit encore* »

Il affirme que « *cette question devrait également être soumise aux tribunaux internationaux, tels que la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour internationale de justice des Nations Unies et d'autres tribunaux. Ces actions devraient être un élément obligatoire afin de restaurer les droits violés des habitants frontaliers de la République d'Arménie* » et d'appeler le retrait total des forces azéries du territoire du Syunik en Arménie.

Krikor Amirzayan

3.Le Courrier d'Erevan

7 octobre 2021

[L'Azerbaïdjan a commencé à utiliser l'espace aérien arménien pour les vols de passagers \(courrier.am\)](#)

L'Azerbaïdjan a commencé à utiliser l'espace aérien arménien pour les vols de passagers

La compagnie aérienne Azerbaijan Airlines (AZAL) a commencé à utiliser l'espace aérien arménien pour ses vols de passagers entre Bakou et Nakhitchevan. La nouvelle a été annoncée le 6 octobre par un communiqué de la compagnie aérienne azerbaïdjanaise.

« Azerbaijan Airlines, lors de l'exploitation d'un vol intérieur de Bakou à Nakhitchevan, a commencé à utiliser l'espace aérien au-dessus du territoire de

l'Arménie le 6 octobre. Cette mesure démontre la ferme volonté de l'Azerbaïdjan de débloquent les communications de transport dans la région, ce qui est dans l'intérêt de tous les pays frontaliers », indique le communiqué.

La compagnie aérienne a déclaré que la nouvelle route réduirait les temps de vol et la consommation de carburant. AZAL a également précisé que les itinéraires via l'Arménie et l'Iran seraient utilisés en parallèle.

« AZAL pourra désormais utiliser tous les couloirs aériens existants pour ce vol, y compris ceux passant par l'Arménie et l'Iran », a déclaré la compagnie aérienne dans un communiqué.

La veille, le 5 octobre, on a appris que les autorités iraniennes avaient fermé le couloir aérien vers le Nakhitchevan aux avions de transport militaire de l'Azerbaïdjan. Les médias azerbaïdjanais ont cité des sources de défense affirmant que l'interdiction n'affecterait pas l'approvisionnement des forces armées du pays stationnées dans cette enclave. Plus tard, des informations se sont répandues sur les médias sociaux selon lesquelles Téhéran aurait également fermé son espace aérien aux vols de passagers entre Bakou et le Nakhitchevan.

Face à une incompréhension générale d'un tel geste et une avalanche de commentaires venant des experts arméniens et internationaux, le Comité de l'aviation civile de l'Arménie a publié, hier soir, une déclaration qui dit:

« Le Comité de l'aviation civile confirme que le 6 octobre de cette année, un vol Bakou-Nakhitchevan a été effectué à travers l'espace aérien de la République d'Arménie.

L'utilisation de l'espace aérien arménien et azerbaïdjanais n'était pas limitée aux avions civils, sauf pendant la guerre de 44 jours.

Les vols sur cette ligne ont également été effectués sans interruption par le passé, jusqu'au 8 novembre 2014, après quoi la partie azerbaïdjanaise, de sa propre initiative, a cessé d'utiliser l'espace aérien arménien.

Pendant tout ce temps, il y a eu et il continue d'y avoir des vols au départ de l'aéroport de Zvartnots, traversant l'espace aérien azerbaïdjanais, vers d'autres pays et dans la direction opposée.

Il convient d'ajouter que les autorités aériennes arméniennes ne délivrent pas

d'autorisation pour les vols de transit, car selon les procédures, aucune autorisation n'est requise pour les vols de transit effectués par des aéronefs civils. Le droit de choisir les voies aériennes est conservé par les exploitants d'aéronefs ».

4.Les Nouvelles d'Arménie

12 octobre 2021

[Erdogan prêt à « réagir rapidement » dans le nord de la Syrie - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Erdogan prêt à « réagir rapidement » dans le nord de la Syrie

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit prêt lundi à « prendre les mesures nécessaires » pour éliminer rapidement les menaces contre ses forces, après les récentes attaques perpétrées contre elles dans le nord de la Syrie.

« Nous sommes déterminés à éliminer nous-mêmes les menaces en provenance de Syrie », a prévenu le président turc à la sortie d'une réunion de cabinet, indiquant que sa « patience est à bout ».

Au moins six personnes, dont des civils, ont été tuées lundi dans l'explosion d'une voiture piégée dans une zone du nord de la Syrie sous contrôle des forces turques, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'explosion s'est produite dans la ville d'Afrine, située dans la province septentrionale d'Alep, dans le nord-ouest de la Syrie.

« Les récentes attaques et le harcèlement visant nos forces de police ont atteint leur limite », a poursuivi le président Erdogan. « Nous prendrons les mesures nécessaires dès que possible ».

« Notre patience est à bout face à ces zones de Syrie d'où proviennent les attaques terroristes visant notre pays », a-t-il insisté.

La région kurde d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie, à environ 70 km d'Idleb,

a été conquise en mars 2018 par des forces turques et leurs supplétifs syriens. Le secteur, comme tous les territoires tenus par les rebelles proturcs, est régulièrement secoué par des assassinats ciblés, des attentats et des explosions, imputés généralement par Ankara aux milices kurdes.

Des milliers de combattants et de civils évacués des zones reprises par le régime syrien sont regroupés dans cette zone d'Afrine, dont des membres de Jaich al-Islam (l'Armée de l'islam), l'un des plus importants groupes de l'opposition dans la région de Damas, après le début de la guerre en Syrie en 2011.

Déclenchée en 2011 par des manifestations pro-démocratie, la guerre en Syrie est devenue de plus en plus complexe au fil des ans, et a fait au moins un demi-million de morts et des millions de déplacés et de réfugiés.

5.Les Nouvelles d'Arménie

12 octobre 2021

[L'Iran dément la fermeture de son espace aérien à l'Azerbaïdjan - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Iran dément la fermeture de son espace aérien à l'Azerbaïdjan

L'Iran a démenti lundi les informations de presse selon lesquelles Téhéran avait fermé son espace aérien à l'Azerbaïdjan, sur fond de tensions croissantes entre les deux pays voisins.

« Nous n'avons jamais fermé notre espace aérien à l'Azerbaïdjan, il est toujours ouvert, la frontière terrestre est ouverte et les voyages ont lieu dans les meilleures conditions », a affirmé lundi le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh, lors d'une conférence de presse à Téhéran. D'après un communiqué de la compagnie aérienne azerbaïdjanaise AzAl, celle-ci a commencé mercredi à utiliser l'espace aérien du voisin et rival arménien, après que des médias ont fait état la veille de la fermeture de l'espace aérien iranien aux avions de l'armée azerbaïdjanaise.

Les relations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan se sont dégradées récemment après des manœuvres militaires de chaque côté de la frontière, et de la décision de Bakou d'imposer des taxes douanières aux camions iraniens en transit vers l'Europe.

Autre signe de l'aggravation des tensions, Bakou a fermé la semaine dernière une mosquée liée au guide suprême iranien, officiellement à cause de la pandémie de

Covid-19 dans le pays.

En outre, malgré les démentis de l'Azerbaïdjan sur une présence israélienne à la frontière, Téhéran reproche à son voisin une coopération croissante avec l'Etat hébreu, ennemi juré de la République islamique et l'un des principaux fournisseurs d'armements de l'armée azerbaïdjanaise.

Téhéran, 11 oct 2021 (AFP) -

6.Le Figaro

6 octobre 2021

[Crise du gaz : l'Azerbaïdjan prêt à augmenter ses livraisons vers l'Europe \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Crise du gaz : l'Azerbaïdjan prêt à augmenter ses livraisons vers l'Europe

L'Azerbaïdjan est prêt à augmenter ses livraisons de gaz naturel vers l'Europe, en pleine crise énergétique et flambée des prix de cette ressource sur le Vieux continent, a déclaré mercredi le président Ilham Aliev. Ce pays du Caucase riche en hydrocarbures a commencé fin 2020 à livrer du gaz à l'Italie, la Grèce et la Bulgarie, promettant 10 milliards de mètres cubes de gaz par an.

«L'Azerbaïdjan a commencé à livrer du gaz à l'Europe en 2020 et nous pouvons devenir fournisseurs (...) d'autres pays européens», a déclaré Ilham Aliev au nouvel ambassadeur de l'Union européenne à Bakou. Les cours européens du gaz ont atteint mercredi des niveaux jamais vus, propulsés par une demande qui s'accélère et des stocks déprimés à l'approche de l'hiver. Les cours du pétrole ont également atteint mercredi de nouveaux sommets en plusieurs années.

La crise énergétique européenne a été exacerbée par un manque de vent pour alimenter les éoliennes, des pannes nucléaires et le recul du charbon en raison

des politiques environnementales. Les livraisons de gaz azerbaïdjanais à l'Europe ont débuté fin décembre depuis le gigantesque gisement de Shah Deniz, via le corridor gazier sud-européen, qui traverse la Géorgie et la Turquie.

Ce circuit est destiné à diversifier les approvisionnements des Européens et à réduire leur dépendance au gaz russe. Situé en mer Caspienne, au large de l'Azerbaïdjan, Shah Deniz pourrait renfermer environ 1.000 milliards de mètres cubes de gaz, selon les estimations.

7.Les Nouvelles d'Arménie

12 octobre 2021

[Le ministère russe de la défense confirme le meurtre par un sniper azéri d'un \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le ministère russe de la défense confirme le meurtre par un sniper azéri d'un paysan arménien du Karabagh

Le tir d'un sniper azéri stationné sur la « ligne de contact » séparant les forces arméniennes du Karabagh et l'armée de Bakou a été fatal pour un paysan arménien du Karabagh, qui travaillait dans ses champs situés trop près de cette ligne de front toujours brûlante. Le nom de cet agriculteur vient s'ajouter à la liste bien trop longue des civils arméniens tombés sous les balles des soldats azéris qui, depuis leur victoire dans la guerre de l'automne dernier, cherchent à terroriser la population du Karabagh, perturbant les travaux agricoles et ses activités économiques, en vue de la pousser à quitter un territoire que l'Azerbaïdjan considère comme le sien. Comme à leur habitude, les autorités azéries ont nié les faits avec véhémence, mais le ministère russe de la défense, donnant raison au communiqué afférent des autorités du Karabagh, a confirmé dimanche 10 octobre l'assassinat d'un civil pacifique par les Azerbaïdjanais dans

la région de Martakert, au nord-ouest du territoire. “Le 9 octobre, un civil pacifique du village de Mataghis a été mortellement blessé par des tirs provenant de la partie azerbaïdjanaise alors qu’il travaillait dans une ferme située dans la région de Martakert (près de la ligne de contact). Le commandement du contingent russe enquête sur l’incident avec des représentants de chaque partie”, indique le ministère russe dans un communiqué de presse. Le 9 octobre, vers 13h15 heure locale, la police de Martakert a reçu un rapport selon lequel Aram Tepnants, âgé de 55 ans, avait été tué à la suite d’un tir d’un sniper azerbaïdjanais visant un verger de grenadiers. Une enquête criminelle avait été ouverte et confiée à la force de paix russe chargée de sécuriser le territoire en vertu de l’accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020.

8. Les Canard Enchaîné

6 octobre 2021

ALLIANCE PARIS-ATHÈNES FACE AU GRAND TURC

Alliance Paris-Athènes face au Grand Turc

Résultat : trois membres de l’Otan impliqués dans une course aux armements en Méditerranée.

LA RÉCENTE VENTE à la Grèce de frégates et de Rafale, la semaine dernière, n’était pas un simple accord commercial de quelques milliards d’euros. Pour les bons clients que sont désormais les dirigeants d’Athènes, comme pour Macron et Le Drian (nos excellents vendeurs d’armes – sauf en Australie...), il n’était pas seulement question de gros sous. Le 28 septembre, le président français et le Premier ministre Mitsotakis ont signé un « pacte de défense mutuelle ». Sous cette expression un peu trop diplomatiquement correcte se cache une véritable alliance Paris-Athènes face aux visées impériales d’Erdogan.

Au sein de l’état-major des armées, les chefs militaires confirment que Macron a bien choisi son camp, celui de la Grèce, qui s’oppose aux volontés expansionnistes du Grand Turc en mer Égée et en Méditerranée. Ils en tien-

nent pour preuve que celui-ci ne cesse de négocier de nouveaux achats d’armes russes. Exemples : plusieurs destroyers lourds, des sous-marins et quatre batteries de missiles antiaériens S-400. Mieux, Erdogan espère obtenir de Moscou une aide technique afin de fabriquer, en Turquie, un avion de combat « inspiré » d’un appareil russe de ce type.

Vendeurs français en joie

Les Grecs sont eux aussi à la recherche d’armes nouvelles, ce qui met en joie Naval Group et les autres industriels français de ce secteur. Une précision en passant : cette course aux armements concerne trois membres de l’Otan – et présumés alliés : la Turquie et la Grèce, qui pourraient un jour en découdre, ainsi que la France, qui joue les fournisseurs des armées grecques

en quincaillerie mortifère. Athènes veut notamment que les trois frégates (plus une en option) commandées à Paris disposent d’un armement « à tout casser », selon la formule d’un diplomate. La France peut équiper ces belles frégates de missiles antiaériens, de missiles antinavires, de missiles de croisière (1 000 km de portée, jusqu’en Turquie, par exemple), et installer sur leur plage arrière un hélicoptère et un drone de 700 kilos. Aux marins grecs de choisir, y compris s’ils envisagent d’acheter aussi des corvettes, comme le suggèrent leurs amiraux. Autre excellente nouvelle pour les armes tricolores : selon les attachés militaires français en poste à Athènes, la Grèce serait disposée à commander quelque 2 000 blindés au groupe français Nexter.

Conclusion d’un dirigeant de Naval Group : « Il faudra adapter notre outil

industriel à la demande éminemment respectable (de nos divers clients), car il nous est interdit, après l’affaire des sous-marins australiens, de louper le partenariat de défense historique conclu avec la Grèce. » Plus que jamais, le client est roi.

Claude Angeli

**Le Canard
enchaîné**

9. Les Nouvelles d'Arménie

12 octobre 2021

[Les autorités arméniennes envisagent un laissez-passer sanitaire - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

Les autorités arméniennes envisagent un laissez-passer sanitaire

Les autorités sanitaires arméniennes envisagent d'introduire un laissez-passer sanitaire obligatoire contre le coronavirus pour l'entrée dans les lieux culturels et de loisirs, a révélé lundi le ministre de la Santé, Anahit Avanesian.

S'exprimant dans le studio d'Erevan du service arménien de RFE/RL, M^{me} Avanesian a déclaré que cette mesure extraordinaire pourrait être nécessaire pour augmenter le très faible taux de vaccination dans ce pays d'environ 3 millions d'habitants.

Selon le ministère arménien de la santé, un peu plus de 344 000 personnes ont reçu au moins une dose de vaccin contre le coronavirus et seulement 170 212 d'entre elles étaient complètement vaccinées au 10 octobre.

Le Premier ministre Nikol Pashinian a déploré ces « très mauvais » chiffres la semaine dernière et a déclaré que les autorités devaient s'appuyer davantage sur leurs « leviers administratifs » pour accélérer le processus de vaccination.

M^{me} Avanesian a indiqué que son ministère se penchait actuellement sur l'expérience des pays occidentaux, où les personnes doivent présenter le laissez-passer sanitaire prouvant qu'elles ont été vaccinées contre le COVID-19 ou qu'elles ont eu un test négatif récent pour pouvoir se rendre dans les bars, restaurants et autres lieux publics.

« Nous travaillons sur ce point », a-t-elle déclaré en répondant aux questions des utilisateurs de Facebook. « Nous recueillons des faits sur les mécanismes d'application qui devraient être mis en place ».

« Un projet de décision provisoire sera bientôt prêt, d'ici deux semaines », a ajouté la ministre.

Le gouvernement a déjà pris d'autres mesures administratives dans le but de faire vacciner beaucoup plus d'Arméniens. Une directive récente signée par M. Avanesian exige que la quasi-totalité des employés des secteurs public et privé refusant la vaccination se soumettent deux fois par mois à des tests de dépistage du coronavirus, à leurs frais.

Cette exigence est entrée en vigueur le 1^{er} octobre, suscitant les protestations de certains politiciens de l'opposition et de militants anti-vaccins.

M^{me} Avanesian l'a à nouveau défendue. Elle a fait valoir que les hôpitaux arméniens ont de plus en plus de mal à faire face à une nouvelle vague d'infections à coronavirus qui a débuté cet été.

Le ministère de la Santé a signalé une moyenne de plus de 1 000 cas et au moins 20 décès liés au coronavirus par jour au cours de la semaine dernière.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

10.Les Nouvelles d'Arménie

11 octobre 2021

70 fidèles Arméniens sont partis prier dimanche au monastère d'Amaras en Artsakh sécurisés par les soldats Russes chargés du maintien de la paix

Dimanche dernier, 70 fidèles Arméniens se sont rendus pour prier au monastère d'Amaras situé près de la nouvelle ligne frontalière arméno-azérie dans la région de Martouni en Artsakh occupée. Ces fidèles Arméniens étaient sécurisés dans

leur déplacement et leur présence au complexe monastique d'Amaras par les forces russes chargées du maintien de la paix en Artsakh. Ces Arméniens étaient venus d'Arménie et de l'Artsakh. Selon Alexandre Mironov le représentant des forces russes, ces 70 fidèles Arméniens furent accompagnés de Stepanakert à Amaras près de Martouni en Artsakh.

Krikor Amirzayan

11.Les Nouvelles d'Arménie

11 octobre 2021

[Conseil d'État / demande d'indemnisation maintenue - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Conseil d'État / demande d'indemnisation maintenue

Le Conseil d'État de Turquie maintient la demande de la famille Dink contre le ministère de l'Intérieur d'indemnisation pour préjudice moral et matériel

ArmInfo . Le Conseil d'État turc (plus haut tribunal administratif) a approuvé la décision du 6^e tribunal administratif d'Istanbul d'accorder une indemnité à la famille du rédacteur en chef du journal Agos Hrant Dink d'un montant de 1,5 million lire (environ 167 000 \$), a rapporté Ermenihaber.

Ainsi, le Conseil d'État a rejeté la plainte du ministère turc de l'Intérieur et a soutenu la position de la famille Dink, qui a insisté sur le fait que le ministère de l'Intérieur avait commis de graves erreurs et était objectivement responsable de l'enquête sur le meurtre du journaliste Hrant Dink, un représentant de la diaspora arménienne locale.

Pour rappel, la famille Dink a déposé une plainte contre le ministère de l'Intérieur turc devant le 6^e tribunal administratif d'Istanbul. La famille a demandé une

indemnité d'un montant de 1,5 million de liras, dont 500 000 - pour préjudice matériel et 1 million - pour préjudice moral. Le tribunal a fait droit à la demande, mais le ministère a fait appel de la décision.

Le journaliste arméno-turc Hrant Dink a été tué le 19 janvier 2007 à Istanbul par un nationaliste turc. Dink était le rédacteur en chef du journal arméno-turc « Agos ». A Constantinople, il a été escorté jusqu'au dernier avec des pancartes : « Nous sommes tous Hrant Dinki, nous sommes tous Arméniens.

En 2010, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a déclaré les autorités turques coupables de violation du droit à la vie et à la liberté d'expression de Dink, obligeant les autorités turques à verser à la famille Dink une indemnité de 105 000 euros et 28 595 euros supplémentaires pour frais.